Évin-Malmaison : finances de la commune

Commune · Pas-de-Calais (62) · 4 679 habitants · tranche 3 500 à 4 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Évin-Malmaison affichait un encours de dette de 1,3 M€, soit 282 € par habitant, une épargne brute égale à 31,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,9 ans.

Dette par habitant
282 €
1,3 M€ au total

Capacité de désendettement
0,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
31,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
658 € / hab.
3,1 M€ au total

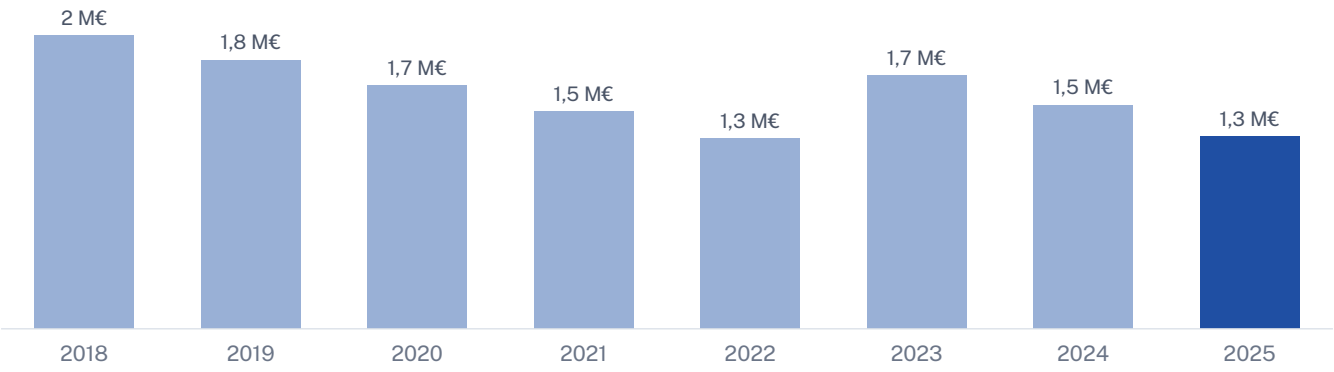
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 022 communes de 3 500 à 4 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	658 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	59,1 %	389 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	31,1 %	297 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	282 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	232 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	443 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2 M€ en 2018 à 1,3 M€ en 2025 (-34,4 %). Valeur la plus basse : 1,3 M€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2 M€	4,3 %	14,8 ans	110 k€
2019	1,8 M€	-3,1 %	—	143 k€
2020	1,7 M€	-32,9 %	—	216 k€
2021	1,5 M€	2,5 %	16,3 ans	259 k€
2022	1,3 M€	17,1 %	2,1 ans	488 k€
2023	1,7 M€	23,1 %	1,9 ans	1,5 M€
2024	1,5 M€	25,8 %	1,5 ans	285 k€
2025	1,3 M€	31,1 %	0,9 ans	1,1 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Évin-Malmaison	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	282 €	564 €	−49,9 %
Impôts locaux par habitant	443 €	538 €	−17,7 %
Frais de personnel par habitant	389 €	467 €	−16,7 %
Investissement par habitant	232 €	206 €	+12,5 %
Taux d'épargne brute	31,1 %	13,7 %	
Capacité de désendettement	0,9 ans	4 ans	

Jumelles : Vermelles (62), Haisnes (62), Haillicourt (62), Auchy-les-Mines (62), Rœulx (59), Lizy-sur-Ourcq (77), Hersin-Coupigny (62), Fenain (59), Crespin (59), Hérin (59). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	4 598	4 679	+1,8 %	−0,8 %
Dette par habitant	402 €	282 €	−29,7 %	−26,1 %
Impôts locaux par habitant	226 €	443 €	+95,7 %	+26 %
Frais de personnel par habitant	459 €	389 €	−15,3 %	+21,4 %
Taux d'épargne brute	-3,1 %	31,1 %	+34,2 points	−4 points
Capacité de désendettement	non calculable	0,9 ans	—	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		820 €		1 702 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Évin-Malmaison	Comparaison
Habitants (2023)	4 628	+1,1 % depuis 2012 (département : −0,4 %)
65 ans ou plus (2023)	17,4 %	département : 20,4 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	6,9 pour 100 habitants	département : 6,8
Salariés du secteur privé (2025)	340	−13,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	440	−18,5 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	87,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 730 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 570 emplois, soit 33 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,6 %	1 %	1,3 %	1,8 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,2 %	5,1 %	6,6 %	8,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,1 %	11,2 %	20,1 %	11 %
Professions intermédiaires	23,7 %	26,3 %	26,4 %	15,2 %
Employés	32,3 %	29,3 %	26,1 %	32,5 %
Ouvriers	32,1 %	27 %	19,5 %	30,9 %

Professions les plus exercées par les habitants : Pas-de-Calais (62)

Profession	Habitants (environ)	Part
Conducteurs de poids lourds	12 920	2,3 %
Aides-soignants	11 030	2 %
Enseignants titulaires du primaire	10 360	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	10 260	1,8 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	9 740	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 370	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	9 030	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	8 900	1,6 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	7 500	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	7 480	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	7 440	1,3 %
Employés de libre-service du commerce	7 330	1,3 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Pas-de-Calais (62)) : 33 057 au moins, dont 40,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 826	21,9 %
Employés de libre service	1 350	37 %
Agents d'entretien de locaux	1 265	37,3 %
Agriculteurs	1 256	38,6 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	1 252	41,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 232	27,3 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 149	61 %
Serveurs de cafés restaurants	1 139	50,2 %
Aides-soignants	914	60,3 %
Personnels de ménage chez des particuliers	763	54,4 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Évin-Malmaison
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	387 k€ pour 13 projets
Par habitant	83 € (communes de même taille : 158 € ; département : 142 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	42,4 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Rénovation de la toiture de la salle des sports Budillon	19 312 €
2025	DETR	Travaux de reamenagement de la mairie suite a l'incendie	18 470 €
2023	DETR	Rénovation énergétique des batiments communaux	15 080 €
2023	DETR	Pose d'un volet extérieur au centre social Gino Sana	11 344 €
2024	DETR	Travaux de refection de la toiture de la salle augustin dutilleul	10 608 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.